



Fiche d'information thématique du Fonds pour
l'égalité des sexes

INITIATIVE POUR "NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ"

Observations faites par le Fonds après 7 ans
d'expérience de travail avec la société civile

L'égalité des sexes est au cœur du programme de développement à l'horizon 2030. Les objectifs de développement durable comprennent un objectif unique visant à promouvoir les cibles relatives à l'égalité des sexes et au genre intégrées aux objectifs mondiaux. Mais plus que toute autre chose, c'est le principe de ne laisser personne de côté qui a permis de réaliser des progrès considérables dans la vie des femmes et des filles à travers le monde.

Ne laisser personne de côté signifie mettre au premier plan la dignité des êtres humains et donner la priorité aux progrès à accomplir en faveur des communautés les plus marginalisées – les femmes et les filles figurant trop souvent en haut de la liste. Il nous faut donc rapidement nous attaquer aux causes structurelles de l'inégalité et de la marginalisation qui les affectent.

Cette initiative ambitieuse nécessite un effort collectif pour définir et partager des stratégies efficaces visant à rendre ce concept opérationnel. Cette fiche d'information offre des conseils pratiques fondés sur l'expérience de travail du Fonds pour l'égalité des femmes d'ONU Femmes avec les populations marginalisées par le biais de son soutien aux organisations de la société civile dirigées par des femmes (OSC).

Femme participant à un projet d'agriculture biologique mis en œuvre par Solidarité Fanm Ayisyen (SOFA) en Haïti avec l'appui du Fonds pour l'égalité des sexes.

Photo : ONU Femmes / Maxence Bradley





LE FONDS POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'INITIATIVE "NE LAISSER AUCUNE FEMME DE CÔTÉ"

Depuis sa création en 2009, le Fonds pour l'égalité des sexes (FGE) s'est attaché à aider des groupes de femmes vulnérables par le biais d'un processus de sélection de projets ciblés : en apportant son appui aux organisations locales et nationales dirigées par des femmes qui proposent des initiatives très pertinentes et capables d'avoir un fort impact dans la vie des communautés les plus marginalisées.

Le FGE est le mécanisme mondial d'octroi de subventions d'ONU Femmes consacré à l'autonomisation économique et politique des femmes dans le monde par le biais d'un appui financier et technique octroyé aux organisations de la société civile. Il a alloué 64 millions de dollars US de subventions à 121 projets dans 80 pays, ayant une incidence sur la vie de plus de 10 millions de bénéficiaires directs et renforçant les capacités de plus de 140 organisations bénéficiaires.

“De par leur conception, un certain nombre de projets menés par le Fonds ont permis de recenser les obstacles spécifiques auxquels les groupes de femmes marginalisées et vulnérables font face en matière d'accès à leurs droits et d'élaborer des stratégies pour surmonter ces obstacles”.

Meta-analyse indépendante des évaluations en matière de subventions octroyées par le Fonds, 2015

Une employée domestique ayant quitté l'Éthiopie et travaillant à Beyrouth, au Liban. Photo de l'Initiative du Fonds sur les connaissances en matière d'autonomisation des femmes dans des contextes fragiles.

Photo : ONU Femmes / Joe Saade

70% *des projets lancés par le FGE s'adressent à deux ou plusieurs catégories de femmes marginalisées en tant que bénéficiaires directes*

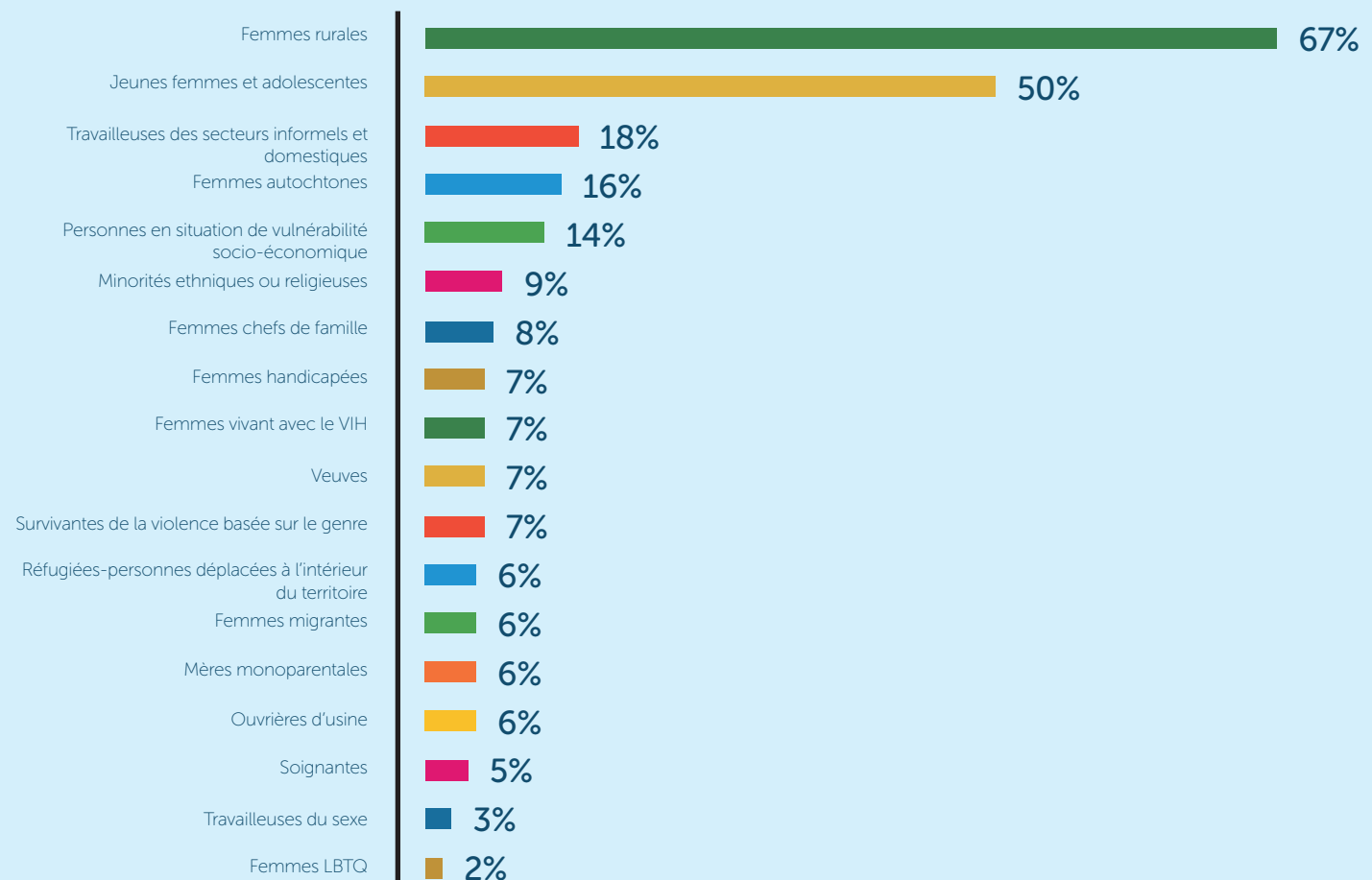
Le Fonds a identifié 18 catégories de groupes vulnérables dans les projets auxquels il apporte son appui. Alors que les femmes rurales et les jeunes femmes sont généralement les plus visées, de nombreuses organisations bénéficiaires se concentrent de manière stratégique sur des groupes plus restreints mais très vulnérables qui généralement font face

à de nombreuses formes de discrimination, notamment les veuves, les mères monoparentales, les soignantes, les travailleuses du sexe ou les femmes LGBTQ.

Sur 121 projets appuyés par le Fonds, 97% ont ciblé les populations marginalisées en tant que bénéficiaires directs. Une majorité de ces projets cible trois catégories ou plus de groupes vulnérables, reconnaissant la nécessité de prendre en compte l'intersectionnalité et de comprendre comment les différentes identités donnent lieu à des formes multiples de discrimination qu'affrontent ces femmes.

Tous les projets offrent aux femmes la possibilité d'acquérir les compétences et les ressources nécessaires pour accéder à l'autonomie économique et/ou politique et concourir de manière substantielle aux besoins de leurs familles et de leurs communautés – leur permettant d'être à la pointe du développement.

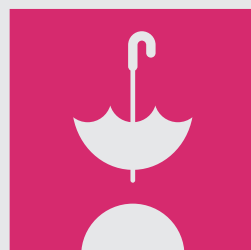
POPULATIONS MARGINALISÉES SOUTENUES PAR LES PROJETS DU FONDS (% DES PROJETS INCLUANT CES GROUPES)



COMMENT PLACER LES POPULATIONS MARGINALISÉES EN PREMIÈRE LIGNE

DES STRATÉGIES EFFICACES DES BÉNÉFICIAIRES DE SUBVENTIONS

L'expérience acquise par les bénéficiaires du Fonds dans leur travail auprès des groupes marginalisés permet de dégager des informations essentielles sur les stratégies à adopter pour rendre l'Agenda 2030 opérationnel et assurer son engagement à ne laisser personne de côté. Voici quelques exemples.



DÉTECTER LES VULNÉRABILITÉS

Réaliser des études et produire des données afin de sensibiliser le public et les décideurs à la discrimination existante et promouvoir la réponse aux besoins des groupes vulnérables par la conscientisation et sensibilisation.

INFLUENCER LES POLITIQUES

Contribuer au plaidoyer de base en faveur de politiques plus inclusives à travers l'élaboration d'agendas communs et de messages clés permettant aux bénéficiaires de se positionner en tant qu'acteurs et leaders pertinents. Etablir une relation entre les décideurs et les circonscriptions pour des politiques mieux informées.

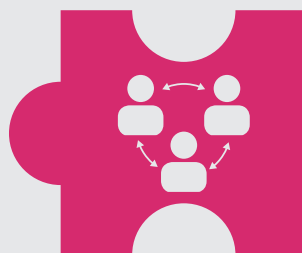


ALPHABÉTISATION

Dans le cadre du travail avec les communautés marginalisées, la promotion des compétences linguistiques, numériques et financières est très efficace. Elle renforce leurs perspectives économiques, stimule leur confiance dans leurs capacités à surmonter les relations de pouvoir, et lutte contre la stigmatisation.

UNE APPROCHE AXÉE SUR LES DROITS

Soutenir les bénéficiaires en tant que titulaires de droits afin de leur permettre de connaître et de faire valoir leurs droits et cibler les décideurs en tant que responsables avec obligations. Reconnaître l'interconnexion entre les différents niveaux des droits sociaux, économiques et politiques, et permettre aux populations marginalisées de définir leurs propres priorités.



FORMATION EFFICACE

Utiliser des contenus adaptés à la culture des communautés, des formats accessibles à tous et toutes ainsi que des approches féministes et participatives basées sur les expériences et connaissances des apprenantes. Faire appel aux expert/es locaux, y compris les bénéficiaires – issus des communautés ciblées en qualité de facilitateurs/facilitatrices et de conseillers/conseillères.

UNE VOIX COLLECTIVE

Les groupes d'identité collective offrent un espace sûr et un soutien important, renforcent le sentiment d'appartenance et contribuent à la formation de leaders. Les groupes d'épargne et de crédit donnent accès à ressources économiques aux plus vulnérables. Exprimer des préoccupations à travers un groupe facilite le plaidoyer efficace en faveur de certaines politiques. L'utilisation de structures de communauté informelles et formelles peut garantir la durabilité.



AMÉLIORER L'ACCESSIBILITÉ

Identifier les obstacles et les limites rencontrés par les bénéficiaires, notamment les obstacles financiers, sociaux et géographiques ainsi que le temps dont ils disposent, et consacrer des ressources pour assurer l'accès à l'information, aux services et aux activités. Une meilleure mobilité est un indicateur d'autonomisation.

CONSEILS DU FONDS POUR UNE BONNE PROGRAMMATION

1. ÊTRE INTENTIONNEL



Arriver à soutenir les groupes les plus marginalisés nécessite une volonté de réussir qui est au cœur de l'objectif du projet. Sinon, leurs réalités risquent d'être invisibles et leurs besoins négligés.

Les critères d'éligibilité aux subventions octroyées par le Fonds nécessitent un engagement avéré à travailler avec les femmes et les filles exclues, marginalisées et/ou privées d'autonomie économique, politique, sociale, culturelle ou autre.

2. CONNAÎTRE LE CONTEXTE ET IDENTIFIER LES SPÉCIFICITÉS

Recenser les inégalités non fondées sur le revenu qui affectent les droits et la situation d'une personne. Les populations qui font face à des vulnérabilités multiples ont des besoins uniques. Il est essentiel de comprendre les intersectionnalités et les relations de pouvoir entre les groupes et d'adapter les stratégies du projet au contexte.

Le Fonds demande des propositions permettant de démontrer une bonne compréhension du contexte du projet fondée sur les connaissances et les preuves disponibles, y compris une analyse approfondie du contexte intégrant une perspective de genre.



3. CONCEPTION CENTRÉE SUR LES BÉNÉFICIAIRES ET PROCESSUS FLEXIBLES



Les bénéficiaires sont les experts les mieux placés pour contribuer à trouver des solutions et à les tester. Les mécanismes de rétroaction et les outils de programmation flexibles qui permettent des ajustements et donnent lieu à des interventions plus adaptées dans des contextes en constante évolution.

Les projets menés par le Fonds sont mis en œuvre de manière organique et ses outils permettent aux bénéficiaires de réorienter les stratégies afin de répondre aux besoins émergents des bénéficiaires finals et de s'adapter aux situations changeantes des pays.

4. TRAVAILLER AVEC LES ORGANISATIONS LOCALES

Plus une organisation est proche des bénéficiaires, plus il lui est facile d'identifier les agents du changement et les stratégies efficaces pour répondre aux besoins réels sur le terrain. Les organisations impliquées au niveau national et les organisations autonomes peuvent galvaniser le soutien en faveur de changements politiques importants.

Le Fonds finance les organisations nationales dirigées par des femmes qui peuvent facilement atteindre les populations vulnérables – soit directement ou par le biais d'organisations actives sur le terrain – et peuvent influencer sur la prise de décisions.



5. RENFORCER LES CAPACITÉS DES ORGANISATIONS



Renforcer les capacités en complément de l'appui financier permet aux organisations de consolider leur rôle en tant qu'acteur pertinent et de promouvoir le mieux-être des groupes les plus défavorisés tout en optimisant la viabilité des projets – en particulier lorsqu'elles font elles-mêmes partie des populations vulnérables.

Le Fonds fournit un appui et une formation techniques à tous ses bénéficiaires, qui comprennent entre autres des réseaux d'employées domestiques, des femmes handicapées et des femmes vivant avec le VIH.

6. GÉNÉRER DES CONNAISSANCES

Travailler avec des communautés marginalisées implique souvent d'agir dans un domaine où les connaissances sur ces groupes ciblés ainsi que les moyens efficaces pour les aider comportent des lacunes. Les efforts menés pour documenter les réussites et les échecs sont essentiels dans la mise en œuvre d'interventions à plus fort impact.

Le Fonds crée des outils afin de systématiser les leçons tirées des projets. En 2015, il a entrepris une étude sur l'autonomisation dans des contextes fragiles, menant des enquêtes auprès des femmes rurales, déplacées et réfugiées en Guinée, au Liban et au Soudan.



DE GROUPES MARGINALISÉS À AGENTS DE CHANGEMENT

Les activités de sensibilisation menées au **Pérou** par CHIRAPAQ ont contribué à l'adoption d'une politique locale reconnaissant les contributions des femmes autochtones à l'économie et facilitant leur accès aux droits économiques ; elles ont aussi conduit à l'annulation d'un décret législatif compromettant la sécurité alimentaire des familles autochtones et la souveraineté au **Guatemala**.

Au **Burundi**, 1 000 femmes Batwa – un groupe autochtone qui n'a pas de statut juridique – ont obtenu des cartes d'identité et se sont inscrites pour voter aux élections locales de 2015. Plus de 500 jeunes femmes Batwa rurales et à revenu faible et intermédiaire ont acquis des compétences qui leur a permis de faire valoir leurs droits dans les institutions locales.

Les communautés Tebtebba ont amélioré les capacités de 800 membres de six organisations de défense des droits des autochtones au **Népal** et aux **Philippines**, afin de promouvoir efficacement les droits des femmes autochtones. Plus de 270 nouveaux cas documentés de violation des droits des femmes autochtones ont servi de base aux activités de sensibilisation et ont été présentés comme preuves dans des affaires juridiques.

Au **Liban**, Amel Association a formé plus de 1 000 femmes libanaises des régions rurales ainsi que des réfugiées venant de Syrie, d'Iran et du Soudan en vue de créer et de commercialiser des produits ménagers et artisanaux uniques et de grande qualité basés sur des techniques traditionnelles et s'inspirant de leur héritage culturel. Le premier réseau économique national pour les femmes créé par le projet permet à plus de 300 femmes productrices de vendre ces produits à Beyrouth sous une marque et une enseigne uniques.

Au moins 880 femmes et hommes des communautés d'accueil rurales et des déplacés internes vivant dans l'État du Kordofan méridional au **Soudan** ont augmenté leur revenu grâce à des semences et à des chèvres laitières fournies par le Centre Badya. Des groupes de théâtre organisés par des jeunes ont mobilisé la population locale pour effectuer un travail communautaire et ont entrepris de sensibiliser 15 000 personnes aux questions des droits de l'homme, de la prévention des conflits, de l'appartenance ethnique et des relations entre les communautés de déplacés internes et les communautés d'accueil.

En **Ukraine**, le Réseau ukrainien des personnes vivant avec le VIH a influencé les politiques d'égalité entre les hommes et les femmes dans le pays, afin qu'elles tiennent compte des problèmes auxquels sont confrontées les femmes vivant avec le VIH et qu'elles inscrivent la dimension de genre dans les politiques nationales de lutte contre le sida – en y incluant les aspects sexospécifiques de la fourniture des services, des sections sur les autres groupes vulnérables, les droits des femmes en matière de procréation et les données ventilées par sexe. Grâce au projet, le « Réseau des femmes positives » a été créé et joue désormais un rôle essentiel dans les questions ayant trait à l'égalité des sexes et au VIH dans le pays.

Dans un nouveau projet mené au **Kirghizistan**, AIDS Foundation East-West renforce les capacités sociales et économiques des femmes vulnérables, y compris les mères monoparentales, les travailleuses du sexe, des femmes vivant avec le VIH, les partenaires des toxicomanes et d'anciennes détenues, afin de les aider à trouver d'autres moyens d'existence.

1

FEMMES AUTOCHTONES

16% des projets dans le monde

33% des projets en Amérique latine

2

REFUGIÉES, PDI & MIGRANTES

11% des projets dans le monde

21% des projets dans les États arabes

3

FEMMES VIVANT AVEC LE VIH

7% des projets dans le monde

17% des projets en Europe et en Asie centrale

16% des projets en Afrique

FEMMES VIVANT DANS LES RÉGIONS RURALES ET REÇUES

4

67% des projets dans le monde

74% des projets en Afrique et Asie-Pacifique

Dans les îles Tristao de **Guinée**, Partenariat, Recherche, Environnement et Médias (PREM) a créé quatre coopératives de femmes qui ont permis à 320 de leurs membres d'ouvrir pour la première fois un compte bancaire et d'accéder à des plans d'épargne et de crédit. La fourniture d'un bateau a également amélioré l'accès des femmes au continent et leur a permis de vendre leurs produits à hauteur de 40 000 dollars US.

Dans les régions rurales du **Guatemala**, Asociacion de Mujeres JUNAJIL & ASOPROGAL a amélioré les capacités d'encadrement des femmes autochtones rurales grâce à la création d'écoles pour l'autonomisation civile des jeunes femmes et a aidé 6 800 femmes rurales à s'inscrire dans leurs municipalités et à obtenir des cartes d'identité, ce qui a permis à plus de 3 700 femmes de voter pour la première fois.

FEMMES HANDICAPÉES

5

7% des projets dans le monde

13% des projets dans les États arabes

Stars of Hope Society a développé les compétences de 18 formateurs et 100 activistes en **Égypte**, en **Jordanie** et en **Palestine** dans les domaines des droits des vivant avec un handicap, de l'égalité des sexes, des processus politiques et de l'utilisation des médias et des TIC, et a créé des outils innovants pour soutenir les activités de sensibilisation. Les efforts ont permis de créer une nouvelle institution-cadre chargée d'examiner les problèmes concernant les femmes handicapées en Palestine, d'introduire des quotas législatifs en Égypte et de mettre en place une équipe de sensibilisation en Jordanie.

En **République dominicaine**, Centro de Investigacion para la Accion Femenina (CIPAF) a élaboré le Plan pour l'égalité dans la société du numérique dans le monde qui sera fondé sur une consultation avec les femmes, y compris celles vivant d'un handicap. Vingt femmes vivant avec un d'un handicap ont reçu une formation spécialisée et dirigent actuellement un centre d'informatique chargé de former et d'aider d'autres femmes se trouvant dans une situation identique.

GROUPE SOCIO- ÉCONOMIQUES VULNÉRABLES

6

14% des projets dans le monde

25% des projets en Afrique

22% des projets en Asie-Pacifique

En **Inde**, Jan Sahas a aidé 8 000 femmes Dalit ramasseuses de déchets à se libérer de cette forme d'esclavage grâce à 45 centres de soutien axés sur la dignité. Des milliers de femmes libérées dirigent les efforts de mobilisation et participent à la gouvernance locale. Plus de 60 résolutions ont été adoptées au niveau local afin de mettre fin à cette pratique et de garantir des droits aux femmes et à leur famille. Le projet a également recensé 16 000 ramasseuses de déchets supplémentaires, mettant en lumière l'ampleur de cette pratique.

Dans les régions rurales de **Samoa**, le Samoa Victim Support Group aide les femmes – mariées à un homme issu d'un village différent, vivant avec leur belle-famille et étant souvent exploitées comme domestiques – à comprendre leurs droits. Le Groupe préconise une reconnaissance officielle de leur travail tout en les aidant à accéder à des moyens de subsistance durables.

TRAVAILLEUSES DANS LE SECTEUR INFORMEL ET EMPLOYÉES DOMESTIQUES

7

18% de projets dans le monde

30% de projets en Asie-Pacifique

Au **Brésil**, ELAS Fundo de Investimento Social et THEMIS Assessoria Juridica e Estudos de Genero ont renforcé la capacité institutionnelle de six des principaux syndicats d'employés domestiques, ce qui a permis de réglementer les droits de plus de 7 millions d'employés, dont la plupart sont des femmes d'origine africaine issues des classes sociales défavorisées. Une application mobile fournit un accès à des informations sur leurs droits et sur les organismes de protection, et elle crée un réseau social entre les employés domestiques de la région.

L'organisation Al-Shehab a réalisé la première analyse sociale et économique de fond sur la situation des employées domestiques en **Égypte**, ce qui a permis de recueillir des preuves pour soutenir les efforts de sensibilisation et de mobilisation à mener aux niveaux national et régional pour la défense de leurs droits – et en particulier de mettre en lumière la situation des enfants employés domestiques. La formation de 25 défenseurs des droits des domestiques a débouché sur la création d'une organisation non gouvernementale axée sur les employées domestiques, la première de ce type dans le pays.

220 East 42nd Street, 21st Floor
New York, NY 10017
T: +1 646 781 4809 / 4811
www.unwomen.org/fge
fund.genderequality@unwomen.org



Bergère dans les régions rurales du Liban, bénéficiaire du projet mis en œuvre par la Société pour la protection de la nature au Liban (SPNL).

Photo : ONU Femmes / Joe Saade